

## PRESSE BÉNINOISE : LES TRANSFORMATIONS MANQUÉES

**Jean Euloge A. GBAGUIDI**

Département des Sciences de langage et de la Communication  
Laboratoire d'Etude des Medias de l'Information  
et de la Communication /LEMIC-EDP  
FLLAC Université Abomey Calavi, Bénin  
[lepicfranco@yahoo.fr](mailto:lepicfranco@yahoo.fr)

**Résumé :** Il est important de s'interroger sur la situation actuelle de la presse béninoise. Une situation non saisissable si l'on ne la soumet pas à sa propre histoire. C'est ce que nous essayons de faire à travers cette réflexion que nous voulons historico-éthologique. Car, à l'analyse la presse béninoise, loin de tous les qualificatifs qui lui sont attribués, se révèle une presse sous influence, non autonome non proactive, peu réactive, immobiliste et non innovante. Sauf à croire que les patrons de presse sont des "Magiciens", on ne peut pas, ne pas s'interroger sur les facteurs favorisant le développement et la floraison de dizaines de journaux au Bénin, alors que l'environnement socioéconomique n'y est pas favorable. Le devenir et la crédibilité de cette presse dans le futur sont dans les réponses qu'on aurait apportées aujourd'hui à cette interrogation fondamentale.

**Mots-clés :** liberté de la presse, servitude, environnement socioéconomique; information ; éthique ;

### **BENINESE PRESS: THE MISSED TRANSFORMATIONS**

**Abstract:** It is important to question the current situation of the Beninese press. A situation that, cannot be grasped, if, we do not submit it, to its own history. This is what we are trying to do through this focus that we want to be historico-ethological. Because, on analysis, the Beninese press, far from all the qualifiers attributed to it, turns out to be a non-proactive, not very reactive, immobility and non-innovative press. Unless it believes that the press bosses are " Magicians ", one cannot, not wonder about the factors favoring the development and the flowering of newspapers in Benin, while the socioeconomic environment is there not favorable. The future and the credibility of this press in the future lie in the answers that we would have given today to this fundamental question.

**Keywords:** freedom of the press, servitude, socio-economic environment; information, ethics

### **Introduction:**

Il est souvent arrivé dans des plaidoyers, d'évoquer le rôle (ce que peuvent faire les mass media) ou le devoir (ce que devraient faire les médias dans la cité). Et presque mécaniquement, on leur en attribue, entre autres, celui d'informer, de divertir et/ou d'éduquer les citoyens. Mieux encore, on leur attribue une place centrale dans la gouvernance démocratique des nations modernes. Ainsi tout le monde semble avoir fini de bien définir la vocation première de la presse ! Admettons-le ! En retour, la sagesse humaine nous amène t- elle souvent à nous demander les conditions réelles de réalisation de

nos attentes ? Mais avant surtout de comprendre leur nature ? Lorsque nous prenons en main un journal en papier, nous interrogeons nous sur le processus de sa production ? Savons-nous qu'avant d'être un organisateur et un mobilisateur collectif, il est un produit commercial ? Par conséquent un produit soumis aux règles du marché ? Tantôt sentinelle, tantôt rempart, tantôt encore, chien de garde, le statut de la presse très envié dans le monde entier, peut mal cacher des réalités, qui émoussent, inhibent et annihilent ou détournent complètement les vertus qu'elle porte ou est censée porter. La liberté d'expression et de presse, Un concept majeur pour les actions de la presse ne va pourtant pas de soi. Elle n'est pas un acquis définitif, comme les prénoms que nous portons. Elle est la première visée par tout régime (démocratique ou non). La réduction de la liberté de parler est le premier marqueur d'un régime autoritaire (M. CANTO-SPERBER 2019). Cette assertion, ne se trouve-t-elle pas confirmée dans cette confidence, du journaliste Ignace SOSSOU, sorti de prison après 6 mois d'emprisonnement ferme pour "harcèlement par le biais de moyens de communication électroniques", sur la liberté de presse ?

Elle recule. Ma condamnation a été un signal envoyé à la presse. Les journalistes, s'ils se prononcent sur des sujets épineux, savent qu'ils risquent d'être condamnés. Nous sommes dans un pays où les gens ont peur de parler, parce qu'ils craignent les représailles. On tend de plus en plus vers un régime autoritaire. Moi, on m'a dit que j'étais à la solde des opposants, que j'ai voulu nuire au régime. Mais, je n'ai pas de camp. Je suis journaliste, mon travail est de livrer l'information pour que les gens en fassent leur propre opinion sur des faits.

Propos publiés dans Monde Afrique du 24 novembre 2020, et recueillis par (Morgane Le Cam, envoyé spécial-Cotonou).

La situation réelle actuelle de la presse béninoise ne serait pas entière sans les plaintes que voici : on a tout fait pour couper toutes les vannes de financement. On a fait de nous des gens financièrement vulnérables [...] le premier chantier du gouvernement ; quand il s'est installé, c'est de voir à peu près ce qui fait que dans la presse les gens pouvaient gagner de l'argent et de les fermer. [...] En réalité ce que les gens souhaitent, c'est d'avoir des instruments à leur service, anéantir toute voix qui dit autre chose que ce que le gouvernement dit ». Une presse jadis "florissante" et tranquille. Depuis 2016, non seulement elle subit les pressions juridiques mais aussi le poids des pressions financières. La précarité dans le monde de la presse ; misère intellectuelle, misère matérielle, misère psychosociale sont les principales caractéristiques du contexte socioéconomique dans lequel opère de la presse nationale. Il devient alors légitime de s'interroger enfin sur ce contexte (environnement) de la presse béninoise. Car, à l'analyse la presse béninoise, loin de tous les qualificatifs qui lui sont attribués, se révèle, à quelques exceptions près, comme une presse artisanale, sous influence, non proactive, peu réactive, immobiliste et non innovante. Sauf à croire que les patrons de presse Béninois sont tous des "Magiciens", on ne peut ne pas s'interroger sur

les facteurs favorisant le développement et la floraison de dizaines de journaux au Bénin, alors même que l'environnement à tous égards n'y est pas favorable.

## 1. Contexte de formulation de la question de notre réflexion.

### 1.1 Le cadre d'étude :

Le Bénin est situé en Afrique de l'Ouest, précisément dans le Golfe de Guinée. Avec une superficie de 114 764 km<sup>2</sup>, (selon l'Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique INSAE), il s'étend sur 700 km de long, du fleuve Niger au nord à la côte atlantique au sud. Ses voisins sont: le Togo à l'ouest, le Nigeria à l'est, au nord le Niger et le Burkina-Faso et au sud l'océan Atlantique. Le Bénin compte 10.008.749 habitants selon le recensement général de la population et de l'habitat de 2013.

#### *-Paysage médiatique*

Depuis les années 1990 le développement de la presse au Bénin est foudroyant. Le multipartisme intégral a engendré l'expression plurielle intégrale, elle aussi. L'effectif des organes de presse a souvent été pris, comme unique indice de vitalité démocratique. La réalité est beaucoup plus complexe. Avec l'émergence de la presse en ligne, il semble bien hasardeux d'être péremptoire sur un chiffre précis malgré les efforts d'assainissement de la HAAC, organe de régulation. Cependant, il nous plaît de reproduire les informations livrées en 2014 par l'autorité de régulation.

Selon l'article 1er de la *Décision N°14-001/HAAC du 21 janvier 2014* portant publication des journaux et écrits périodiques ayant une existence légale au Bénin, on recense officiellement 78 quotidiens, 16 hebdomadaires, 4 bihebdomadaires, 6 mensuels et 4 bimensuels. Le panel n'est pas en mesure de dire le nombre de journaux qui paraissent régulièrement. Mais il est d'avis qu'il n'y a pas une messagerie de distribution efficace car un journal n'arrive qu'au bout de deux jours dans certains départements. [...] Selon une enquête menée en 2013, dans le cadre d'une étude sur les organes audiovisuels publics en Afrique « le paysage audiovisuel actuel au Bénin se présente comme suit : 19 stations de radios commerciales ; 36 stations de radios non commerciales, cinq d'entre elles appartiennent à une confession religieuse; trois radios internationales; cinq stations de télévision conventionnelles; trois chaînes de télévisions diffusées par MMDS; sept stations de radio avec plus d'une fréquence. [...] Cependant, en réalité actuellement il y a 13 radios privées commerciales en activité. Parmi les radios non commerciales, il y en a 31 communautaires. Les radios rurales locales sont au nombre de 5. Parmi les radios de réputation internationale, il y a radio *Nederland* dont le bureau pour l'Afrique est basé à Cotonou, *radio France internationale* (RFI) est écoutée dans la capitale en Fm avec des relais à Abomey-Calavi (sud) et Parakou (nord). BBC est écouté en FM et a également un correspondant dans le pays.

S. BOMBART [dir.]. (2016 ; pp. 24-25)

#### *-Première caractéristique : amateurisme et précarité*

Il faut faire observer que, tous ces organes de presse sont animés par un effectif de plus de 3500 journalistes, la plupart sans aucune qualification ou formation initiale ; mais reconnaissons-le, quelques uns conscients et dévoués à la tâche. La précarité et le manque de formation initiale des journalistes de la

jeune génération constituent des faiblesses exploitées par les maîtres nationaux ou internationaux, pour toute sorte de manipulation. De ce point de vue, revenir sur le cas du journaliste SOSSOU I, sorti de la prison pour comprendre l'ampleur de la problématique de la précarité, et de manipulations auxquelles dont les jeunes professionnels font l'objet. Nous vous laissons lire cette séquence :

**Morgane Le Cam, envoyé spécial du journal Monde :** Dans une lettre d'excuse adressée au ministre de la justice le jour de votre arrestation, Canal France International (CFI), qui vous avait invité, vous a jugé « peu scrupuleux ». Comment l'avez-vous vécu ?

**Le journaliste sorti de prison, I. Sossou :** On m'a fait lire cette lettre pendant que j'étais en garde à vue. J'étais sonné. Je n'avais que très peu collaboré avec CFI. Comment pouvaient-ils se permettre de dire que je suis « peu scrupuleux ». Le rôle qu'ils ont joué dans ma condamnation est déplorable. Je n'ai fait que retweeter trois ou quatre phrases pendant un panel. On nous encourageait d'ailleurs à le faire. Ce qui m'a choqué, c'est qu'à la fin de cette conférence, CFI m'a appelé pour me demander de retirer mes tweets, en me disant que si je ne le faisais pas, ils ne m'inviteraient plus à partir en voyage pour participer à leurs activités. J'ai refusé, parce que ce n'était pas de fausses informations. Je ne suis pas responsable des propos du procureur ! J'ai trouvé ça vraiment déplacé (ndrl : *les deux personnes impliquées dans les actions prêtées à CFI ont été licenciées pour ce même fait dès le mois de janvier 2020*).

Ce qui intéresse ici, c'est le jeu de passe-passe entre la vérité et les péccunes, entre l'information et les avantages matériels qu'on fait croire "faveur" à un journaliste dans l'exercice de sa fonction. (CFI m'a appelé pour me demander de retirer mes tweets, en me disant que si je ne le faisais pas, ils ne m'inviteraient plus à partir en voyage pour participer à leurs activités. J'ai refusé). Si le journaliste n'avait pas résisté, il aurait fait disparaître de l'espace public une information utile à la prise de décision du citoyen. Néanmoins, ceci pose le problème de école / profession et surtout des personnes qualifiées pour entretenir les animateurs des médias au cours de n'importe quel échange « Je n'ai fait que retweeter trois ou quatre phrases pendant un panel. On nous encourageait d'ailleurs à le faire. ». En réalité, ce procès remet au tapis la vie privée et la vie publique sur la toile et comment passer de l'une à l'autre en restant légal et professionnel. Seule l'école et une philosophie claire de ce que peut être l'école dans le milieu des médias offre la voie de sortie. Faut-il le souligner encore ici ! Les métiers des médias sont hautement professionnels que réduire l'école à un simple creuset d'art technique serait renforcer la fragilisation du métier et précariser la personne de ses acteurs. Ceci étant dit, Reporter Sans Frontières (RSF) nous permet pourtant de dire que, la construction d'une presse de développement et rentable pour ses acteurs reste un défi de tous les jours. Son engagement<sup>1</sup> aux côtés du journaliste I. Sossou

---

<sup>1</sup>Suite à la décision de la Cour suprême validant la condamnation du requérant après examen de la décision rendue par la Cour d'Appel de Cotonou du 19 mai 2020, condamnant I. Sossou, cette fois-ci à 12 mois de prison dont 6 mois ferme, RSF par la voix de son directeur du Bureau Afrique de l'Ouest, Assane Diagne, juge la décision « *un recul inédit et sans précédent pour la liberté de l'information au Bénin* ». Ceci parce qu'ayant pris une part active dans les actions d'innocenter le journaliste en hésitant pas pour sa

dans ses déboires encourage à faire également un retour historique pour dire qu'en matière de presse, il y aura toujours ceux qui lutteront pour la liberté d'expression et de presse et ceux qui attendront qu'on la leur offre. Pour cette dernière catégorie, nous rapportons ici les déclarations d'un citoyen averti ; plus qu'une indignation, c'est une condamnation sans équivoque qu'il prononce contre les hommes de médias.

La désertion du patriotisme dans ce milieu de la presse au profit de l'opportunisme mercantilo-politique est le moteur de tous les complots contre les acquis de la Conférence nationale, dont les socles moraux et institutionnels sont la démocratie et le consensus » N T la presse béninoise est devenue une plaie puante. Et les journalistes, à quelques exceptions près, des opportunistes sans moralité et sans éthique. Oui une presse affamée devient un outil dangereux pour la paix, la stabilité de l'état et le développement. La presse béninoise a violé, depuis avril 2016 et en permanence, la conscience des citoyens béninois. Elle a été le moteur des clivages entre béninois. Elle est la stratégie d'insémination de la peur aux cadres et à tout le peuple.

Il paraît difficile de réfuter ces propos qui viennent achever le portrait robot du monde des médias au Bénin. Nous sommes tentés de dire que, pour une énonciation, c'est l'une des rares dites entendues avec précision et clarté sur la presse béninoise.

## 1.2 Objectifs de l'étude

L'objectif de cette étude est de diagnostiquer les causes profondes des maux de la presse béninoise en perdition professionnelle et morale constante depuis deux décennies. Pour y parvenir, nous donnons deux objectifs spécifiques ici : décrire les conditions de création et d'existence des organes qui favorisent la compromission et la corruption ; analyser les conditions subjectives qui amplifient la soumission et la servitude volontaires des hommes de médias. Ces objectifs de recherche nous imposent de procéder par hypothèses. D'abord générale ou principale, pour dire que l'état désastreux de la presse béninoise a des causes profondes multidimensionnelles. Cette hypothèse générale, peut se décliner en quelques sous hypothèses ainsi qu'il suit :

H1\_ La presse béninoise est attentiste, sans ambition d'innovation et d'émancipation

H2\_ La perception : la presse une machine à sous.

## 2. Cadrage théorique

Au nombre des nouvelles approches d'analyse celle de : « l'écologie des médias » comme l'une des théories innovantes d'analyse des médias. Mais cette approche dite "écologique des médias" sera en combinaison avec une autre, dans cette réflexion, pour l'analyse de notre problématique dans toutes ses dimensions. Nous allons retenir ici quelques éléments des théories dites de

---

défense à sortir « une vidéo de RSF juxtaposant les déclarations du procureur et les trois tweets du journaliste reprenant mot pour mot les propos du magistrat. ». URL : <https://rsf.org/fr/actualites>>

l'économie politique de la communication, théories qui permettent d'analyser les dimensions socio économiques de l'activité des médias dans les sociétés modernes.

### **2.1 L'économie politique de la communication :**

De son statut artisanal, la presse a acquis depuis fort longtemps celui d'industrie. A ce titre, elle ne peut plus être analysée comme un produit "spécial" seulement, mais comme un produit d'échange, dans une économie de marché. Ceci, impose la connaissance du marché de la presse, la maîtrise des conditions socio-économiques de sa production, de sa consommation et de ses publics. Car, il ne faut point perdre de vue que selon l'économie politique de la communication, qui doit être analysée autrement que la simple approche économique classique des médias, se concentre sur la question fondamentale des rapports de pouvoir qui structurent et organisent la production, la diffusion et la réception des produits culturels et médiatiques dans un contexte historique déterminé. (MAGIS, C, 2016). Plusieurs dimensions s'offrent à nous pour l'analyse des processus de communication par les médias. La première, idéologique est fondamentale, tandis que la seconde privilégie la dimension économique et identifie les médias comme un système industriel de production et de distribution de biens culturels Garnham (1986) et Mosco (1996). A partir de ces deux postulats, les penseurs des divers courants de l'économie politique de la communication, soutiennent :

Avec l'évolution des idées démocratiques, l'utilité du journal est passée de sa mission première de rendre publiques des informations à un agent économique. Devenu payant, le journal vend aussi bien son contenu aux lecteurs que ses espaces pour la publicité et les annonces. Le produit journal est alors devenu une entreprise. Il se vend deux fois. Premièrement aux annonceurs et deuxièmement, aux lecteurs. Ce changement de statut le soumet à la loi du marché. Dans le système capitaliste actuel, le journal doit se battre pour faire face à la concurrence.

La même loi du marché qui ne saurait l'absoudre de sa fonction normative. C'est pourquoi, si les médias doivent chercher à conquérir l'audimat, ils doivent rester attachés à la mission d'informer. L'une ne peut aller sans l'autre ou effacer l'autre. Ce qui n'est pas forcément le cas pour les autres structures de service. L'opinion est utile pour la démocratie. Ce qui justifie donc la deuxième théorie sur la question de l'écologie dans les médias.

### **2.2 La théorie de « l'écologie des médias »**

On pourrait croire que nous faisons du suivisme ou encore nous sommes dans le snobisme avec la Convocation de la théorie de l'écologie dans l'analyse des médias. Et pourtant, plus que le climat, la sphère des médias est polluée et cela pose une question de la postérité. En effet comme le fait le théoricien de la doctrine P-Y. BADILLO (2008 ; p. 16), il suffira d'avoir recours à l'étymologie du mot pour réconcilier ce terme avec les médias ; un environnement sain pour y vivre. Nous avons envie de dire sain et saint pour

l'habitat média. C'est qui justifie pourquoi l'auteur définit cette approche comme un examen de «la façon dont les médias affectent la perspective humaine, la compréhension, les sentiments et les valeurs » et un regard critique sur « comment notre interaction avec les médias facilite ou empêche nos chances de survie ». Nous sommes là dans une double modalité action et interaction. Ce qui pourtant rend cette théorie écologiquement utile pour l'étude dans les médias, ce sont les aspects de « tradition humaniste française » reçue de Abraham MOLES qui a développé à partir de 1971 le concept d'écologie de la communication ; et, celui « culturel », porté par Neil POSTMAN, en novembre 1968 au congrès annuel du National Council of Teachers of English à Milwaukee dans l'état du Wisconsin, sous le concept de « écologie des médias ». On comprend donc pourquoi BADILLO (2008) impose un retour également dans la théorie de la complexité d'Edgard MORIN (1981 et 1977) pour cerner la nouvelle méthodologie innovante pour l'étude des médias. Aussi la réciprocité de l'influence, la relation naturelle médias/société, nous conduisent également, dans le cadre de cette recherche, à introduire l'approche systémique du chercheur russe KAGAN (1988) qui dans l'analyse de la structure de la communication, détermine l'environnement comme une composante essentielle. Composante qui se trouve, selon le chercheur russe dans une relation d'influence dynamique et d'interdépendance dialectique avec les autres composantes que sont les acteurs, les institutions et les contenus de la communication.

De toutes ces théories, nous retenons que, les médias sont un sous système d'un grand système qu'est la société. Dans l'organisation du système, il y a une composante dont la fonction est d'organiser, de fournir à tous les autres sous systèmes les conditions et modalités de coexistence harmonieuse et stable : ici nous le désignons par Etat/institutions politiques. D'où notre conviction que, c'est le politique qui fait l'écologie, c'est-à-dire, l'habitat des médias. S'il lui réserve un cadre étroit, rébarbatif ou oppressant, il aura des médias à l'image de ce cadre. Cette réflexion demeure tout aussi valable pour le second aspect de notre problématique. C'est l'état qui établit les lois d'exercice sur le marché. Même libéral, le politique a toujours déterminé le climat des affaires dans la cité. Tout comme il (le politique) demeure celui qui détermine celui des médias. Alors, si la presse béninoise qui a vendu son âme aux forces du mal selon KEREKOU en 1996 est et demeure, encore aujourd'hui, en 2021, la même presse "opportuniste mercantilo-politique", selon les propos d'un expert béninois, propos que nous cautionnons entièrement, cela relève du "bon vouloir" des décideurs politiques.

### 3. Discussion / démonstration des hypothèses de départ

#### 3.1 *La presse béninoise est attentiste, sans ambition d'innovation et d'émancipation (ethos)*

Il est important, après avoir évoqué l'environnement<sup>2</sup> dans lequel la presse est née, a évolué et évolue au Bénin, d'interroger « l'éthos » de l'homme des médias béninois". Comment les hommes de médias ont-ils réagi face à un tel environnement peu propice à leur vocation de servir la vérité ? La science nous enseigne que l'être humain est doté d'instinct de survie, un mécanisme qui lui permet de réagir face au danger lorsqu'il se retrouve en milieu hostile ! Ceci est une remarque car il nous permet de comprendre la part de responsabilité des hommes des médias dans la situation générale que vit la profession.

Depuis 1960, et encore plus proche de nous, depuis la célèbre conférence nationale des forces vives de la Nation, la presse béninoise demeure une presse expressive des dominants. Or, avec ce tournant sociopolitique décisif, une nouvelle ère s'ouvrait sur le Bénin : un système de gouvernance démocratique, le multipartisme intégral, l'expression plurielle, l'esprit créatif et libéral, le respect des droits de l'homme... Dans cette logique, le rôle des médias, après la fameuse conférence nationale des forces vives s'en trouvait complètement bouleversée, transformée. Osons le dire socio-culturellement révolutionné. Les médias ne sont plus appelés uniquement à "enseigner" que les principes, normes, les conditions, les exigences d'une cité démocratique, ils avaient également à démontrer au quotidien leur adhésion à ses valeurs et œuvrer à l'avènement d'une culture et de pratiques tournées vers l'intérêt général, une passion qui valorise le collectif sans toutefois détruire l'individu. Une réalité comprise par Lénine avant la grande révolution d'octobre de 1917 qui a vu les médias comme des moyens de mobilisation, d'organisation et d'agitation collectifs de masse. Avec ce contexte nouveau, quelle nouvelle politique, quel nouveau cadre pour l'information, a-t-on construit ? Y-a-t-il eu des revendications fortes insistantes et structurées des hommes de médias pour la cause ? L'histoire ne le dit. Il y a eu plutôt, accommodation à l'environnement oppressif, répressif et infertilisant d'une part, et surtout l'incapacité de comprendre que multipartisme rime avec concurrence des idées et concurrence entre médias d'autre part. Les hommes des médias se sont accommodés à leur statut juridique ambigu (agent permanent de l'état au départ), fonctionnaire donc journaliste de gouvernement. On peut bien le comprendre. Car un tel statut vous garantit salaires et primes (quelques fois des indemnités) et une retraite assurée. Dans un tel cas de figure nous n'osons pas vous demander d'aller réfléchir sur le sens de la liberté de presse et l'indépendance d'un journaliste au Bénin, même après conférence nationale. On pourrait encore, sur cet aspect, parler d'épiphénomène. Le mal est plus profond. Et pour cause. Nous retournons une fois encore à l'histoire de la presse afin de bien cerner le gouffre dans lequel se retrouve aujourd'hui la presse. BALLE F écrit :

---

<sup>2</sup> le présent article fait suite à un premier, intitulé: défense et illustration des valeurs du renouveau démocratique qui montre la philosophie qui a sous tendu la naissance de la presse au Dahomey. Une philosophie qui en elle même n'est pas favorable au développement d'une presse forte, industrielle, libre et professionnelle.

La presse anglaise a été la première à lutter pour la conquête de sa liberté. Elle a lutté contre la Couronne, jusqu'à l'abrogation du « Licensing Act » en 1695, contre le parlement, jusqu'en 1770 ; contre les taxes, jusqu'en 1855 ; contre l'analphabétisme, jusqu'à l'extrême fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ; contre la désaffection ou l'indifférence des lecteurs, jusqu'au seuil de la seconde guerre mondiale

BALLE F (1988, p. 222)

on ne peut pas, ne pas déduire de cet extrait de nos jours que, le leadership en matière de presse de la Grande Bretagne n'est pas une génération spontanée. Encore moins un cadeau du pouvoir politique (la Couronne britannique). La presse anglaise a obtenu au bout de hautes luttes, et pendant des siècles, cette liberté d'écrire et de diffuser sans autorisation ni censure, comme le réclamait déjà Milton<sup>3</sup> J dans son pamphlet contre les pratiques en cours en 1644. La presse britannique a réagi à un environnement oppressant et peut favorable au développement de la presse, pendant des siècles pour instaurer un écosystème d'épanouissement pour la presse :

Arrachée au pouvoir politique jusqu'au seuil du XX<sup>ème</sup> siècle, cette liberté fut conquise successivement sur deux fronts : d'abord, celui du droit à la critique des gouvernants et, ensuite, celui de l'abolition de ce que la Grande Bretagne appelait les taxes sur le savoir. C'est le 5 juin 1762 que le directeur du North Briton, John Wilkes s'attaqua pour la première fois aux diverses méthodes utilisées par le Roi pour restreindre la liberté de presse. Dès le 45<sup>ème</sup> numéro de son journal, il eut l'audace de s'attaquer au discours de Georges III.

Ce fut un acte d'émancipation de portée universelle. La Couronne était dite d'essence divine et oser s'attaquer à la parole de la Couronne, c'est dire qu'il n'existe pas d'être infailible, par conséquent, pas de vérité absolue. Mais il faut la revendiquer. Il faut le vouloir et y travailler. Quant aux fameuses taxes sur le savoir que payaient les médias à la Couronne, elles furent atténuées d'abord en 1836 avant d'être :

Supprimées officiellement en 1855, la stamp tax n'était plus que de un penny. Il reste que, après cette date également symbolique pour la liberté de la presse, on vit apparaître en effet des dizaines de nouveaux titres moins chers et par conséquent plus accessibles au grand public.

BALLE (1998)

De la suppression des taxes à la conquête du droit de critiquer la Couronne, la presse britannique continue son combat et finit par trancher la question de son indépendance vis-à-vis de ses bailleurs, de ses financiers en 1803 à travers la nouvelle politique de gestion mise en place par la direction du quotidien Times. Le point crucial de cette transformation est la séparation « la

<sup>3</sup> John Milton est un poète et pamphlétaire anglais, né à Londres qui a vécu de 1608 à 1674. Dans son célèbre pamphlet Areopagitica publié en 1644, il réclamait à la couronne la liberté d'écrire et de publier sans censure.

propriété et la gestion financière du journal de la responsabilité de sa politique éditoriale » ; et le premier rédacteur a bénéficié de cette réforme, Thomas Barnes « n'hésita jamais à entrer en conflits avec les pouvoirs établis [...] » afin de n'admettre qu'une seule autorité au-dessus de la presse que « celle de l'opinion publique, il en 1821 vit son tirage passer de 7000 à 15 000 exemplaires » (F. BALLE 1988 ; p. 235). Nous pouvons déduire de tout ce qui précède que, mue par une ambition, guidée par une idée supérieure de leur rôle dans la société, la presse anglaise s'est bâti un habitat à la hauteur de sa finalité. Elle continue d'entretenir jusqu'à ce jour sa belle bâtisse. Et comme le disent tous les spécialistes en abordant la question du développement de la presse de nos jours « désormais, son aventure (de la presse) est mêlée à celle de l'industrie. Elle fait siennes les règles sacro-saintes du nouvel ordre économique : stimulation de la demande, diminution du prix de vente et appel à la publicité ». Elle est soutenue par une doctrine libérale qui prône la concurrence : l'information est un marché. Le principe est celui d'une compétition permanente des organes de presse en vue de conquérir les différents publics comme le souligne si bien BALLE (1988). Que dire de la situation chez nous ? Le Bénin est-il resté en dehors de l'évolution technologique du monde ? Il est impératif de reconnaître que, malgré la lenteur observée, l'instruction, l'école, les volontés politiques furent-elles timides ont assuré une évolution des statuts professionnel, social et économique. Ceci voudrait dire que le marché des médias, de la presse, de la culture est disponible car dans toute société les symboles de changement de classe se lisent souvent dans l'adoption de nouvelles habitudes. Alors, comment expliquer aujourd'hui la qualité, le volume, et la vacuité des différentes offres des médias béninois ? Comment comprendre que la presse béninoise, dans sa quasi-totalité soit généraliste ? Comment comprendre que nous n'ayons au Bénin que des analystes politiques ? Comment comprendre que soixante ans après les indépendances, la presse soit toujours concentrée dans la seule ville de Cotonou ? A toutes ces questions, nous prenons le risque de répondre par deux mots : immobilisme idéologique des acteurs (Etat créateur des conditions d'existence, hommes de médias bénéficiaires de ces conditions) et absence d'ambition des acteurs.

Sur l'immobilisme, nous nous permettons ici quelques démonstrations par l'exemple. Le premier : il nous a été enseigné à l'école primaire que l'agriculture est le moteur de notre développement. Elle nourrit les béninois et occupe plus de la moitié de la population béninoise. Aussi, doit-elle promouvoir l'industrialisation. Mais, lorsque vous parcourez les journaux, les grilles de programme des radios et des télévisions, vous n'avez aucune rubrique permanente dédiée à cette thématique, ne serait ce, que pour donner des conseils au monde paysan. Vous ne verrez pas une ligne écrite sur l'agriculture qui ne soit à l'occasion de la visite d'un membre du gouvernement dans un champ ! Ce que nous affirmons ici est et demeure valable tant pour la presse écrite que pour l'audiovisuel. Essayez d'en discuter avec un directeur d'organe et il vous répondra : « ces sujets ne sont pas accrocheurs ! ». Nous n'osons pas dire ici comme certains, que toute théorie qui n'apporte pas de réponse aux questions que se pose peuple est une théorie illégitime !

Autre exemple : pour tous ceux qui sont témoins, des grands bouleversements provoqués par le coronavirus, dans la grille des programmes des médias internationaux que nous recevons chez nous, le comportement des médias nationaux, ne doit-il pas laisser songeur ? Comment comprendre qu'aucun organe de presse ne se soit emparé du sujet tant que le politique n'ait pas pris la parole ? Pourquoi cette absence d'initiative sur nos différents médias en vue d'informer régulièrement, de sensibiliser, d'expliquer des gestes et les comportements face à cette pandémie de la COVID 19 ?

Enfin, un dernier exemple. Certainement le plus invraisemblable. A l'université d'Abomey Calavi, considérée en dépit de tous ses déboires objectifs et subjectifs, comme le plus grand temple du savoir à ce jour au Bénin, nous ne pouvons pas, quelle que soit l'actualité socio politique, nous procurer un et un seul exemplaire d'un des soixante dix titres quotidiens paraissant au Bénin. Et pourtant sur ce campus, pas moins d'une centaine de boutiques, kiosques, restaurants et ateliers de coiffeurs et autres. Qu'est-ce qui justifie cette absence de marketing de la part des entreprises de médias ? Quelle est cette manne d'or qui remplace le capital de la vente des journaux aux usagers ? Car, la bonne politique commerciale voudrait qu'on sache que l'université d'Abomey-Calavi, seule constitue un, sinon, le plus important segment en termes de marché à pourvoir ? (Plus de 50 000 d'effectif, enseignants et étudiants, scolarisé, salariés, boursiers). Finalement, quelle est la situation et politique commerciale de nos quotidiens par exemple ?

Parler d'entreprise de presse serait exagéré vu leur organisation et leur faible structuration. Dans le cas béninois, seules les élites cloisonnées dans les grandes villes et localités urbaines s'intéressent de près à la lecture des journaux. [...] Dans leur majorité, ils évoluent individuellement. Aucun regroupement de journaux n'est tenté ».

L. BATCHO (2019)

Non seulement, ils se sont installés dans la servitude volontaire avec le politique en refusant de réclamer des statuts et des outils de droit qui les libèrent de l'emprise du pouvoir politique, en oubliant les peuples et la vérité qu'ils sont sensés servir, mais ils ont aussi refusé la consolidation de leur base financière ou économique, par la conquête de nouveaux lecteurs ou auditeurs, seul moyen de se libérer. Mal lotie, la presse béninoise subit à la fois, le pouvoir de la toute puissance politique et le pouvoir économique. Et pourtant, s'en sortir est possible.

### ***3.2 De la perception des acteurs la presse est une machine à sous***

A ce stade de notre réflexion, une conclusion s'impose à nous. Elle peut être résumée de cette manière : la presse béninoise reste artisanale, préindustrielle, mal lotie, peu organisée, non structurée, non normée, non professionnalisée et non viable. Alors, il est question de s'interroger sur les divers éléments de sa survie. Les conditions d'existence d'une presse rentable et viable ne sont pas réunies à ce jour au Bénin. C'est une évidence qui se laisse voir et dont tous les acteurs sont conscients. Mais alors, pourquoi les médias

fleurissent partout. Les journaux naissent toujours. C'est un paradoxe. Et le paradoxe devient plus prononcé quand on observe le train de vie de certains directeurs de publication, des rédacteurs et des journalistes "vedettes". La réponse se trouve dans le mode de financement de cette presse. S'appuyant sur l'exemple de la presse écrite au Bénin, un jeune chercheur a pu décrire trois niveaux de financement : celui des recettes de "Vente et abonnement", des "subventions" (nationales comme internationales, directes et indirectes) et enfin celui des "recettes générées par la publicité et les partenariats". Le vocable connu pour désigner cette 3<sup>e</sup> source de financement est « annonces, publicités, partenariats et prestations diverses ». Lorsque nous regardons cette structure du financement de la presse privée au Bénin, deux éléments peuvent se lire de manière transparente. Le troisième, il faut y être initié pour la définir. Or, il se fait qu'en pourcentage, elle seule compte pour 1/3 des ressources. On peut présumer que cette source, difficilement définissable et quantifiable, est « la grotte d'exil de l'éthique de l'information : servir la vérité au nom du peuple, le seul souverain qui a droit de savoir tout ce qui le concerne ». Il nous plaît ici de reproduire quelques extraits du rapport sur la viabilité des médias au Bénin.

Tous les participants s'entendaient à dire que la propriété des médias au Bénin est entourée de flou. Lorsqu'il est impossible de savoir d'où vient le financement et que les vrais patrons se cachent derrière des marionnettes, le public ne sait pas à qui il a affaire. Souvent, les intérêts des grands hommes d'affaires sont représentés dans des groupes de presse par des journalistes. Ces derniers acceptent que leur nom figure dans la charte d'une société de presse afin de dresser un écran de fumée devant le vrai propriétaire. Ainsi, le public ne sait pas d'où viennent les politiques rédactionnelles.

IVM (2008, p. 10)

Il y a pourtant la solution : la publicité reconnue et autorisée au Bénin. On pourrait croire qu'elle non plus, tant qu'elle ne sera pas cadrée légalement ne règle non plus le problème.

Les médias attendent beaucoup de la publicité qui, malheureusement, est utilisée comme appât. Le gouvernement utilise son pouvoir d'octroyer des contrats pour influencer le contenu de la presse et le travail des journalistes. Si un journal qui a un contrat avec un ministère critique le gouvernement, il risque de perdre son contrat. Les médias qui critiquent le gouvernement ou certaines grandes entreprises ne pourront pas couvrir leurs activités ni obtenir des contrats de publicité de leur part. « La publicité sert à manipuler la presse. C'est une jungle où on favorise ceux qui veulent s'aligner.

IVM (2008, p. 11)

Que dire de plus, si les acteurs eux-mêmes reconnaissent les manifestations de la politique de précarité ! Nous ne pouvons conclure cette partie qu'en partageant avec G. GUEDEGBE ceci :

Les gens sont parfois tentés de croire que les acteurs des médias ont oublié leur mandat de chien de garde public. Les plus gros requins semblent avoir avalé les petits poissons qui sont censés porter la voix des sans voix. Il est évident

qu'avec la sévère précarité du niveau de vie, le journaliste est fortement exposé aux chocs extérieurs de l'environnement pollué, soigneusement préparé pour appâter sa liberté, son indépendance et ainsi mettre en dérouté son honnêteté, sa crédibilité et son éthique.

GUEDEGBE G (p.3)

C'est à juste titre donc que P. OSHO, un grand homme politique du Bénin ayant assumé les hautes fonctions d'Etat au Bénin, parlant des journalistes, affirmait qu'

Un regard sur la presse de la sous-région permet de constater que ce secteur est malade de déviances et de dérives répétitives qui justifient une thérapie en profondeur pour être véritablement apte à jouer le rôle majeur qui est le sien dans une démocratie. . La démocratie a besoin pour son irréversibilité d'une presse certes libre, mais aussi et surtout de journalistes techniquement compétents et moralement intègres, motivés par un haut esprit patriotique et un sens aigu de leur responsabilité, conscients de leur rôle privilégié d'éveilleur et d'éclaireur de la conscience citoyenne. L'affairisme et la corruption qui gangrènent et pervertissent le monde de la presse. Si la presse perd si facilement son âme et ses nobles repères, c'est du fait non seulement de l'amateurisme de ses animateurs, mais surtout de son asservissement au pouvoir d'argent.

Comment ne pas dire et connaître après P. ENGEL (2019, p.18) que ces deux dernières décennies « nous jugeons souvent nos intellectuels irresponsables et vaniteux, nos journalistes sans scrupules, nos médias et nos réseaux sociaux pourris et trompeurs à l'échelle planétaire ». Et pas sans fondement ! L'éthique demeure donc le socle du combat pour la transformation de la presse béninoise. Elle est ce qui ordonne des attitudes, des conduites, et des comportements, mais comme le dit E. ROHDE (2010 ; p.3), « il faut consentir un effort important pour entendre sa voix. [...] C'est la première dimension de la question ; la seconde est que le rapport se trouve, à une échelle supérieure, entre le corps d'une rédaction et la collectivité du public ». Tout est possible avec la volonté et surtout la conscience que tout est question d'images. Si les acteurs des médias ont oublié qu'évoluent tout comme les politiques dans un espace public, face à cette détérioration inacceptable de la situation, tout (le comportement, le contenu de la presse, le statut de ces acteurs) doit concourir à la construction d'un patrimoine éthique propre au monde des médias.

## Conclusion

Le processus démocratique au Bénin connaît une crise profonde. Une crise de système qui est d'autant plus problématique que le sous système, qui doit assurer la surveillance et la survie dudit système se trouve lui-même dans un état d'agonie. Car, la démocratie ne se suffit pas à elle-même. L'information est une donnée capitale. L'information de qualité, l'est encore plus. Notre analyse de la situation de la presse au Bénin, nous autorise à arguer que, trois décennies durant, elle a été dans l'incapacité de nourrir le nouveau système (système démocratique) en construction par ces actions quotidiennes. Embourbée dans son inorganisation, dans ses errances et dans ses déviances, elle est en train de mourir de sa propre mort. L'existence même de la presse au Bénin, est presque hypothéquée par les conditions que lui offre son environnement

organisationnel, Et, osons bien le dire, hypothéquée aussi par l'immobilisme idéologique, mental et intellectuel de ses acteurs qui n'ont point essayé d'agir sur un environnement qui constitue un obstacle pour son développement. L'existence de la presse, enfin est hypothéquée par le renoncement des hommes des médias à sa finalité : rendre service aux citoyens et aux usagers par sa fonction d'information qui, vise à la fois à faire connaître des faits et à exprimer des opinions, à exposer et à expliquer, éclairant les individus, à aider les citoyens dans leurs choix. Ce faisant elle irrigue le corps social et facilite une gouvernance transparente et démocratique des affaires publiques. Cette fonction s'est accrue extraordinairement avec le développement des TIC qui changent en profondeur la communication politique, pour ne pas dire, la propagande, elle-même fille de la démocratie.

### Références bibliographiques

- Afanassiev, V. (1987). Précis de philosophie, Éditions du Progrès : Moscou  
ARAM. (2008). Logique marchande et financement de la presse au Bénin  
Badillo, P-Y. (2008). Écologie des médias ; Bruylant : Bruxelles, Col. Médias, Société et Relations Internationales  
Balle, F. (1986). Médias et Sociétés : Montchrestien : Paris  
Can-Sperber, M. (2021). Sauver la liberté d'expression ; Albin Michel : Paris  
Colon, D. (2019). Propagande : la manipulation de masse dans le monde contemporain ; Belin : Paris Cédex  
Cornu, D. (1999). L'éthique de l'information ; PUF : Paris  
Engel, P. (2019). Les vices du savoir : Essai d'éthique intellectuelle ; Agone : Marseille  
Freund, A. (1991). Journalisme et mésinformation; La pensée sauvage, France  
Gbaguidi, J E. (2008). Médias audiovisuels et construction démocratique ; les Editions Culturèmes : Cotonou  
Magis, C. (1996). Economie politique de la communication et théorie critique des médias ; Réseaux, (5)199, 43- 70  
Moles, A. (1988). La théorie structurale de la communication et société ; Masson : Paris  
Morin, E. (1997). La méthode : la Nature de la Nature ; Seuil : paris  
Mosco, V. (1996). The Political Economy of Communication, Sage Publications

### Autres

- BANQUE MONDIALE. (2005). Le droit d'informer : le rôle des médias dans le développement économique, Nouveaux Horizons ; ; De Boeck : Bruxelles  
DANIDA/PADEG. Etude diagnostique sur la mise en réseau des radios communautaires et associatives du Bénin  
DICTIONNAIRE PHILOSOPHIQUE. (1980). Editions du progrès : Moscou  
HARVARD BUSINESS REVIEW. (2001). Le Changement ; Nouveaux Horizons  
LEXIQUE D'information Communication ; DALLOZ. (2006). Paris Cedex